

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 28 décembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

—————
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 30 avril 1999, *Moniteur belge* du 21 mai 1999.

Arrêté royal du 9 juin 1999, *Moniteur belge* du 26 juin 1999.

Arrêté royal du 23 avril 2008, *Moniteur belge* du 28 avril 2008.

Arrêté royal du 24 avril 2006, *Moniteur belge* du 28 avril 2006.

Arrêté royal du 19 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006

Arrêté royal du 18 décembre 2008, *Moniteur belge* du 30 décembre 2008.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2012.

Art. 3. Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 28 december 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 30 april 1999, *Belgisch Staatsblad* van 21 mei 1999.

Koninklijk besluit van 9 juni 1999, *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1999.

Koninklijk besluit van 23 april 2008, *Belgisch Staatsblad* van 28 april 2008.

Koninklijk besluit van 24 april 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 april 2006.

Koninklijk besluit van 19 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

Koninklijk besluit van 18 december 2008, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2008.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2011 — 3488

[2011/206454]

28 DECEMBRE 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 103^{quater}, inséré par la loi du 10 août 2001, modifié par la loi du 24 décembre 2002 et la loi du 27 décembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps, modifié par l'arrêté royal du 21 février 2010;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 15 décembre 2011;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 décembre 2011;

Vu l'accord de Notre Ministre au Budget, donné le 16 décembre 2011;

Vu l'urgence motivée par le fait que la notification budgétaire 2012 prévoit qu'à partir du 1^{er} janvier 2012 le droit aux allocations d'interruption pour les travailleurs est limité à 60 mois maximum durant la carrière professionnelle. Pour réaliser l'économie prévue de 52 millions en 2012 dans le contexte d'interruption de carrière dans les secteurs public et privé, cette mesure doit effectivement entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2012. En outre l'Office national de l'Emploi doit être capable d'adapter les applications à temps pour que cette mesure puisse démarrer effectivement au 1^{er} janvier 2012. L'Office national de l'Emploi ne peut commencer les adaptations nécessaires qu'au moment où elle a obtenu la sécurité juridique que cette mesure sera effectivement exécutée. Par conséquent une demande d'avis endéans les 30 jours ne laisse pas assez de temps pour pouvoir réaliser cette décision;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2011 — 3488

[2011/206454]

28 DECEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid artikel op 103^{quater}, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, gewijzigd bij de wet van 24 december 2002 en de wet van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 februari 2010;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 15 december 2011;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 december 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 2011;

Gelet op het verzoek tot spoedbehandeling, gemotiveerd door het feit dat de begrotingsnotificatie van 2012 voorziet met ingang van 1 januari 2012 dat de toekenning van onderbrekingsuitkeringen voor de werknemers wordt beperkt tot een maximum van 60 maanden gedurende de beroepsloopbaan. Om de voorziene besparing van 52 miljoen euro in het kader van loopbaanonderbreking in de openbare en private sector in 2012 te realiseren, moet deze maatregel effectief in werking treden op 1 januari 2012. Ook de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening moet tijdig de nodige aanpassingen kunnen doorvoeren om deze maatregel effectief te laten starten op 1 januari 2012. De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening kan pas starten met deze nodige aanpassingen eens ze over de rechtszekerheid beschikt dat deze maatregel effectief zal worden doorgevoerd. Bijgevolg laat een adviesaanvraag binnen de 30 dagen te weinig tijd om deze beslissing te kunnen realiseren;

Vu l'avis n° 50.753/1 du Conseil d'Etat, donné le 21 décembre 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et sur avis des Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 4, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001, pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps, modifié par l'arrêté royal du 21 février 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} est remplacé comme suit : « § 1^{er}. En exécution de l'article 103^{quater} de la loi de redressement, le montant de l'allocation des travailleurs à temps plein qui suspendent complètement leurs prestations de travail en application de l'article 3, § 1^{er}, 1° de la CCT n° 77, est de 364,55 euros par mois. Quand le travailleur à temps plein a été lié par un contrat de travail avec son employeur pendant au moins cinq ans, se montant est augmenté à 486,07 euros »;

2° le paragraphe 2, alinéa 1^{er} est remplacé comme suit : « § 2. En exécution de l'article 103^{quater} de la loi de redressement, le montant de l'allocation des travailleurs à temps plein qui diminuent leurs prestations de travail à un mi-temps en application de l'article 3, § 1^{er}, 2° de la CCT n° 77, est de 182,27 euros par mois. Quand le travailleur à temps plein a été lié par un contrat de travail avec son employeur pendant au moins cinq ans, se montant est augmenté à 243,03 euros »;

3° le paragraphe 2/1 est remplacé comme suit : « § 2/1. En exécution de l'article 103^{quater} de la loi de redressement, le montant de l'allocation des travailleurs à temps plein qui procèdent à une diminution de carrière au sens de l'article 6, § 1^{er} de la CCT n° 77 à concurrence d'un jour ou deux demis jours par semaine, est de [120,03 euros] par mois.

Pour le travailleur isolé, le montant de 120,03 euros visé au précédent alinéa, est remplacé par le montant de 154,90 euros. Pour l'application de la disposition susdite, on entend par travailleur isolé, le travailleur qui vit seul et le travailleur qui vit exclusivement avec un ou plusieurs enfants dont il a la charge ».

4° un nouveau paragraphe 2/2 est inséré, libellé comme suit : « § 2/2. Les allocations d'interruption visées aux paragraphes 1^{er}, 2 et 2/1 de cet article sont octroyées au travailleur qui, précédant l'avertissement écrit à l'employeur, compte une carrière professionnelle en tant que travailleur salarié d'au moins 5 ans et est lié par un contrat de travail avec l'employeur actuel pendant au moins deux ans.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux travailleurs qui ont épuisé leurs droits pour tous les enfants bénéficiaires en application de l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle et qui, immédiatement après le congé parental, suspendent totalement leurs prestations de travail ou qui réduisent à mi-temps leurs prestations de travail. »

5° Le paragraphe 3 est remplacé comme suit : « § 3. Le droit aux allocations d'interruption pour les travailleurs visés aux paragraphes 1^{er}, 2 et 2/1 de cet article est limité à un équivalent d'une suspension complète des prestations de travail d'un maximum de 12 mois durant toute la carrière professionnelle, qui peut être prise sous la forme de :

- 12 mois de suspension complète des prestations de travail en application du § 1^{er};

- 24 mois de réduction à mi-temps des prestations de travail en application du § 2;

- 60 mois de diminution de carrière de 1/5 en application du § 2/1

ou une combinaison des systèmes susdits jusqu'à concurrence d'un équivalent temps plein de 12 mois. »

Gelet op het advies nr. 50.753/1 van de Raad van State, gegeven op 21 december 2011 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 februari 2010, worden de volgende wijzigingen doorgevoerd :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt : "§ 1. In uitvoering van artikel 103^{quater} van de herstelwet bedraagt het bedrag van de uitkering van de werknemers die hun voltijdse arbeidsprestaties volledig schorsen in toepassing van artikel 3, § 1, 1° van de CAO nr. 77, 364,55 euro per maand. Wanneer de voltijdse werknemer gedurende minstens vijf jaar verbonden is geweest met een arbeidsovereenkomst met zijn werkgever wordt dit bedrag verhoogd tot 486,07 euro."

2° paragraaf 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt : "§ 2. In uitvoering van artikel 103^{quater} van de herstelwet bedraagt het bedrag van de uitkering van de werknemers die hun voltijdse arbeidsprestaties verminderen tot een halftijdse betrekking in toepassing van artikel 3, § 1, 2° van de CAO nr. 77, 182,27 euro per maand. Wanneer de voltijdse werknemer gedurende minstens vijf jaar verbonden is geweest met een arbeidsovereenkomst met zijn werkgever wordt dit bedrag verhoogd tot 243,03 euro"

3° paragraaf 2/1 wordt vervangen als volgt : « § 2/1. In uitvoering van artikel 103^{quater} van de herstelwet bedraagt het bedrag van de uitkering van de voltijdse werknemers die hun loopbaan verminderen in de zin van artikel 6, § 1 van CAO nr. 77 ten belope van een dag of twee halve dagen per week, 120,03 euro per maand.

Voor de alleenwonende werknemer wordt het bedrag van 120,03 euro bedoeld in het vorige lid vervangen door het bedrag van 154,90 euro. Onder alleenwonende werknemer wordt voor toepassing van bovenstaande bepaling verstaan de werknemer die alleen woont en de werknemer die uitsluitend samenwoont met een of meerdere kinderen die hij ten laste heeft."

4° een paragraaf 2/2 wordt toegevoegd, luidend als volgt : « § 2/2. De onderbrekingsuitkeringen bedoeld in de paragrafen 1, 2 en 2/1 van dit artikel worden toegekend aan de werknemer die voorafgaand aan de schriftelijke kennisgeving aan de werkgever een beroepsloopbaan als loontrekkende van tenminste 5 jaar heeft doorlopen en door een arbeidsovereenkomst met de huidige werkgever verbonden is gedurende tenminste twee jaar.

Het vorige lid is niet van toepassing op de werknemers die hun rechten in toepassing van het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan, voor alle rechthebbende kinderen hebben uitgeput en die onmiddellijk aansluitend op het ouderschapsverlof, hun arbeidsprestaties volledig schorsen of verminderen. »

5° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt : "§ 3. Het recht op onderbrekingsuitkeringen voor de in de paragrafen 1, 2 en 2/1 van dit artikel bedoelde werknemers wordt beperkt tot een equivalent van een volledige schorsing van de arbeidsprestaties van maximum 12 maanden gedurende de volledige beroepsloopbaan, dat kan opgenomen worden onder de vorm van :

- 12 maanden volledige schorsing van de arbeidsprestaties in toepassing van § 1;

- 24 maanden vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking in toepassing van § 2;

- 60 maanden 1/5 loopbaanvermindering in toepassing van § 2/1

of een combinatie van de hierboven vermelde stelsels tot het bereiken van het voltijds equivalent van 12 maanden."

6° Le paragraphe 4 est remplacé comme suit : "§ 4. Par dérogation au § 3, le droit aux allocations d'interruption est élargi d'un droit complémentaire aux allocations d'interruption d'au total 36 mois maximum pour :

a) les travailleurs qui suspendent complètement ou diminuent leurs prestations de travail pour prendre soin de leur enfant jusqu'à l'âge de 8 ans; en cas d'adoption, la suspension des prestations de travail peut commencer à partir de l'inscription au registre de la population ou des étrangers de la commune où le travailleur est domicilié.

La période de suspension des prestations de travail demandée ou la période de prolongation doit débiter avant le moment où l'enfant atteint l'âge de huit ans;

b) les travailleurs qui suspendent complètement ou diminuent leurs prestations de travail pour l'octroi de soins palliatifs, tels que définis à l'article 100bis, § 2 de la loi de redressement.

Le médecin traitant de la personne qui nécessite des soins palliatifs atteste sur le formulaire de demande, tel que prévu à l'article 14, que le travailleur a déclaré être disposé à donner ces soins palliatifs, sans que l'identité du patient y soit mentionnée;

c) les travailleurs qui suspendent complètement ou diminuent leurs prestations de travail pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, tel que défini aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade.

Le médecin traitant de la personne qui nécessite une assistance médicale atteste sur le formulaire de demande, tel que prévu à l'article 14, que le travailleur a déclaré être disposé à assister ou à donner des soins à la personne gravement malade.

d) les travailleurs qui suspendent complètement ou diminuent leurs prestations de travail :

- pour suivre une formation reconnue par les Communautés ou par le secteur, comptant au moins 360 heures ou 27 crédits par an, ou 120 heures ou 9 crédits par trimestre scolaire ou par période ininterrompue de 3 mois;

- pour suivre un enseignement prodigué dans un centre d'éducation de base ou une formation axée sur l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat d'enseignement secondaire, la limite est fixée à 300 heures par an ou 100 heures par trimestre scolaire ou par période ininterrompue de 3 mois.

La Communauté ou l'institution de formation atteste sur le formulaire de demande que le travailleur est valablement inscrit à une formation de cette durée ou de cette importance.

Le travailleur doit introduire auprès de l'ONEm, dans les 20 jours calendriers après chaque trimestre, une attestation qui fournit la preuve d'une présence régulière à la formation dans le courant du trimestre. Les jours de congé scolaire pendant la période de formation ou qui suivent cette période, sont assimilés à des jours de présence régulière à une formation.

La présence régulière au sens de cette disposition, signifie que le travailleur ne peut pas s'absenter irrégulièrement pendant plus d'un dixième de la durée de la formation dans le courant du trimestre.

Sur base du formulaire introduit, l'allocation est octroyée par l'ONEm dans le trimestre au cours duquel la suspension complète ou la diminution des prestations de travail commence. Pour les trimestres suivants, l'ONEm octroie l'allocation pour autant que l'attestation visée à l'alinéa précédent ait été introduite dans les délais et confirme la présence régulière.

Par dérogation au § 3, le droit complémentaire de 36 mois visé au précédent alinéa n'est pas calculé proportionnellement en cas de prise en formule à temps partiel.

Les périodes pendant lesquelles des allocations d'interruption sont octroyées en application du § 5, sont, à l'exception des 12 premiers mois, déduits des 36 mois visés dans les alinéas précédents.

Par dérogation au § 2/2, le travailleur ne doit pas, pour obtenir le droit complémentaire visé aux alinéas précédents, satisfaire à la condition d'une carrière professionnelle d'au moins 5 ans en tant que travailleur salarié ».

6° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt : "§ 4. In afwijking van § 3 wordt het recht op onderbrekingsuitkeringen uitgebreid met een bijkomend recht op onderbrekingsuitkeringen van in totaal maximaal 36 maanden voor :

a) de werknemers die hun arbeidsprestaties volledig schorsen of verminderen om voor hun kind te zorgen tot de leeftijd van 8 jaar; ingeval van adoptie kan de schorsing van de arbeidsprestaties aanvangen vanaf de inschrijving in het bevolkings- of het vreemdelingenregister van de gemeente waar de werknemer zijn woonplaats heeft.

De periode waarvoor de schorsing van de arbeidsprestaties werd gevraagd of de periode van verlenging moet aanvangen voor het tijdstip waarop het kind acht jaar wordt;

b) de werknemers die hun arbeidsprestaties volledig schorsen of verminderen voor het verlenen van palliatieve verzorging, zoals gedefinieerd in artikel 100bis, § 2 van de herstellwet.

De behandelende geneesheer van de persoon die palliatieve verzorging behoeft, bevestigt op het bij artikel 14 voorziene aanvraagformulier dat de werknemer zich bereid heeft verklaard deze palliatieve verzorging te verlenen, zonder dat hierbij de identiteit van de patiënt wordt vermeld;

c) de werknemers die hun arbeidsprestaties volledig schorsen of verminderen voor het verlenen van bijstand of verzorging aan een zwaar ziek gezins- of familielid zoals gedefinieerd in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid.

De behandelende geneesheer van de persoon die medische bijstand behoeft, bevestigt op het bij artikel 14 voorziene aanvraagformulier dat de werknemer zich bereid heeft verklaard aan de zwaar zieke persoon bijstand of verzorging te verlenen;

d) de werknemers die hun arbeidsprestaties volledig schorsen of verminderen :

- om een door de Gemeenschappen of de sector erkende opleiding te volgen die minstens 360 uren of 27 studiepunten per jaar of 120 uren of 9 studiepunten per schooltrimester of per ononderbroken periode van 3 maanden telt;

- om onderwijs te volgen verstrekt in een centrum voor basiseducatie of een opleiding gericht op het behalen van een diploma of getuigschrift van secundair onderwijs, waarbij de grens wordt vastgesteld op 300 uren per jaar of 100 uren per schooltrimester of per ononderbroken periode van 3 maanden.

De Gemeenschap of de opleidingsinstelling bevestigt op het aanvraagformulier dat de werknemer geldig is ingeschreven voor een opleiding met deze tijdsduur of omvang.

De werknemer moet bij de RVA binnen de 20 kalenderdagen na elk kwartaal een attest indienen dat het bewijs levert van de regelmatige aanwezigheid bij de opleiding in dat kwartaal. De dagen schoolvakantie in de loop van of aansluitend op een periode van opleiding worden gelijkgesteld met dagen van regelmatige aanwezigheid bij een opleiding.

Regelmatige aanwezigheid in de zin van deze bepaling betekent dat de werknemer niet meer dan één tiende van de duur van de opleiding in dat kwartaal ongewettigd afwezig mag zijn.

De RVA kent in het kwartaal waarin de volledige schorsing of vermindering van de arbeidsprestaties aanvangt de uitkering toe op basis van het aanvraagformulier. Voor de daaropvolgende kwartalen kent de RVA de uitkering toe voor zover het attest bedoeld in het vorige lid werd ingediend en de regelmatige aanwezigheid werd bevestigd.

In afwijking van § 3 wordt het bijkomend recht van 36 maanden bedoeld in het vorige lid niet proportioneel verrekend bij de opname in een deeltijdse formule.

De periodes van onderbrekingsuitkeringen in toepassing van § 5 worden, met uitzondering van de eerste 12 maanden, in mindering gebracht van de 36 maanden bedoeld in de vorige leden.

In afwijking van § 2/2 moet de werknemer voor het bekomen van het bijkomend recht bedoeld in de vorige leden niet voldoen aan de voorwaarde een beroepsloopbaan als loontrekkende van minstens 5 jaar aan te tonen"

7° un paragraphe 5 est ajouté, libellé comme suit : « § 5. Par dérogation au § 3, le droit aux allocations d'interruption est élargi d'un droit complémentaire aux allocations d'interruption de 48 mois maximum pour :

- Les travailleurs qui suspendent complètement ou diminuent leurs prestations de travail pour l'octroi de soins prodigués à leur enfant handicapé, jusque l'âge de 21 ans.

- Les travailleurs qui suspendent complètement ou diminuent leurs prestations de travail pour l'assistance ou l'octroi de soins à leur enfant gravement malade ou à un enfant gravement malade considéré comme membre du ménage, tel que défini à l'article 4 de l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade.

Pour l'application du précédent alinéa, le médecin traitant de l'enfant atteste sur le formulaire de demande, tel que prévu à l'article 14, que le travailleur a déclaré être disposé à assister ou à donner des soins à l'enfant.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, on entend par enfant handicapé l'enfant qui est atteint d'une incapacité physique ou mentale d'au moins 66 % ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales.

Par dérogation au § 3, le droit complémentaire de 48 mois visé au 1^{er} alinéa ne sera pas calculé proportionnellement en cas d'application d'une formule à temps partiel

Les périodes pendant lesquelles des allocations d'interruption sont octroyées en application du § 4, sont déduits des 48 mois visés dans les alinéas précédents.

Par dérogation au § 2/2, le travailleur ne doit pas, pour obtenir le droit complémentaire visé aux alinéas précédents, satisfaire à la condition d'une carrière professionnelle d'au moins 5 ans en tant que travailleur salarié ».

8° un paragraphe 6 est ajouté, libellé comme suit : « § 6. Le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses compétences, détermine les règles applicables à la récupération des allocations perçues indûment et celles relatives à la renonciation éventuelle à cette récupération en cas de non-respect de la durée minimale de trois mois et six mois fixée dans l'article 3, § 1^{er} et 6 § 1^{er} de la CCT n° 77 ».

Art. 2. L'article 5 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 16 avril 2002, est abrogé.

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 février 2010, sont apportées les modifications suivantes :

1° Aux paragraphes 1^{er} et 2, les mots "51 ans" sont remplacés par les mots "55 ans".

2° Le paragraphe 4, est remplacé par ce qui suit : « § 4. Les travailleurs visés aux paragraphes précédents, doivent au moment de l'avertissement écrit à l'employeur fournir la preuve d'une carrière en tant que salarié d'au moins 25 ans. »

3° il est inséré un paragraphe 5, libellé comme suit : « § 5. Par dérogation aux § 1^{er} et 2, l'âge est porté à 50 ans pour les travailleurs qui, au moment de l'avertissement écrit à l'employeur, satisfont, de manière cumulative, aux conditions suivantes :

- antérieurement, le travailleur a effectué un métier lourd pendant au moins 5 ans pendant les 10 années précédentes ou pendant au moins 7 ans durant les 15 années précédentes;

- ce métier lourd figure sur la liste des métiers pour lesquels il existe une pénurie significative de main-d'œuvre, établie en application de l'article 93 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

7° een paragraaf 5 wordt toegevoegd, luidend als volgt : « § 5. In afwijking van § 3 wordt het recht op onderbrekingsuitkeringen uitgebreid met een bijkomend recht op onderbrekingsuitkeringen van maximaal 48 maanden voor :

- De werknemers die hun arbeidsprestaties volledig schorsen of verminderen om zorg te dragen voor hun gehandicapt kind tot de leeftijd van 21 jaar;

- De werknemers die hun arbeidsprestaties volledig schorsen of verminderen voor het verlenen van bijstand of verzorging aan hun zwaar ziek kind of aan een zwaar ziek kind dat gezinslid is zoals gedefinieerd in artikel 4 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid.

Voor toepassing van het vorige lid bevestigt de behandelende geneesheer van het kind op het bij artikel 14 voorziene aanvraagformulier dat de werknemer zich bereid heeft verklaard bijstand te verlenen of de zorg van het kind op zich te nemen.

Voor toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder gehandicapt kind het kind dat voor ten minste 66 % getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag.

In afwijking van § 3 wordt het bijkomend recht van 48 maanden bedoeld in het eerste lid niet proportioneel verrekend bij de opname in een deeltijdse formule.

De periodes van onderbrekingsuitkeringen in toepassing van § 4 worden in mindering gebracht van de 48 maanden bedoeld in de vorige leden.

In afwijking van § 2/2 moet de werknemer voor het bekomen van het bijkomend recht bedoeld in de vorige leden niet voldoen aan de voorwaarde een beroepsloopbaan als loontrekkende van minstens 5 jaar aan te tonen ».

8° een paragraaf 6 wordt toegevoegd, luidend als volgt : « § 6. De Minister die Tewerkstelling en Arbeid onder zijn bevoegdheid heeft, bepaalt de regels betreffende de terugvordering van onrechtmatig genoten uitkeringen en betreffende het eventueel afzien van de terugvordering in geval van niet-naleving van de in de artikelen 3, § 1 en 6, § 1 van de CAO nr. 77 bepaalde minimumduur van drie en zes maanden."

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 april 2002, wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 februari 2010, worden de volgende wijzigingen doorgevoerd :

1° in de paragrafen 1 en 2 worden de woorden "51 jaar" vervangen door de woorden "55 jaar".

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt : "§ 4. De werknemers zoals bedoeld in de vorige paragrafen moeten een beroepsloopbaan als loontrekkende van minstens 25 jaar bewijzen op het ogenblik van de schriftelijke kennisgeving aan de werkgever.

3° er wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt : "§ 5. In afwijking van § 1 en § 2 wordt de leeftijd op 50 jaar gebracht voor de werknemers die op het ogenblik van de schriftelijke kennisgeving aan de werkgever cumulatief voldoen aan de volgende voorwaarden :

- daaraan voorafgaand was de werknemer actief in een zwaar beroep gedurende minstens 5 jaar in de voorafgaande 10 jaar of gedurende minstens 7 jaar in de daaraan voorafgaande 15 jaar;

- dit zwaar beroep komt voor op de lijst van de beroepen waarvoor een significant tekort aan arbeidskrachten bestaat, opgemaakt in toepassing van artikel 93 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Pour l'application de l'alinéa précédent est considéré comme un métier lourd :

- le travail en équipes successives, plus précisément le travail en équipes en au moins deux équipes comprenant deux travailleurs au moins, lesquelles font le même travail tant en ce qui concerne son objet qu'en ce qui concerne son ampleur et qui se succèdent dans le courant de la journée sans qu'il n'y ait d'interruption entre les équipes successives et sans que le chevauchement excède un quart de leurs tâches journalières, à condition que le travailleur change alternativement d'équipes;

- le travail en services interrompus dans lequel le travailleur est en permanence occupé en prestations de jour où au moins 11 heures séparent le début et la fin du temps de travail avec une interruption d'au moins 3 heures et un nombre minimum de prestations de 7 heures. Par permanent il faut entendre que le service interrompu soit le régime habituel du travailleur et qu'il ne soit pas occasionnellement occupé dans un tel régime.

- le travail dans un régime tel que visé dans l'article 1^{er} de la convention collective de travail n^o. 46, conclue le 23 mars 1990 et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 mai 1990.

Après avis du Conseil National du travail, la notion de métier lourd peut être adapté par arrêté, délibéré en Conseil des Ministres. »

Art. 4. Le présent arrêté s'applique à toutes les premières demandes ou demandes de prolongation d'allocations d'interruption qui prennent cours après le 31 décembre 2011.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, restent d'application :

1^o à toutes les premières demandes ou demandes de prolongation d'allocations d'interruption qui ont été reçues par l'Office national de l'Emploi avant le 24 décembre 2011, pour autant que l'employeur ait reçu un avertissement écrit du travailleur avant le 28 novembre 2011;

2^o au travailleur âgé d'au moins 50 ans qui bénéficiait déjà en 2011 d'allocations d'interruption en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 12 décembre 2011, lors de la première demande de prolongation après le 31 décembre 2011, en application de l'article 6 tel qu'il était d'application au 31 décembre 2011.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 28 décembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Arrêté royal du 12 décembre 2001, *Moniteur belge* du 18 décembre 2001.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt als zwaar beroep beschouwd :

- het werk in wisselende ploegen, meer bepaald de ploegenarbeid in minstens twee ploegen van minstens twee werknemers, die hetzelfde werk doen, zowel qua inhoud als qua omvang en die elkaar in de loop van de dag opvolgen zonder dat er een onderbreking is tussen de opeenvolgende ploegen en zonder dat de overlapping meer bedraagt dan één vierde van hun dagtaak, op voorwaarde dat de werknemer van ploegen alterneert;

- het werk in onderbroken diensten waarbij de werknemer permanent werkt in dagprestaties waarvan de begintijd en de eindtijd minimum 11 uur uit elkaar liggen met een onderbreking van minstens 3 uur en minimumprestaties van 7 uur. Onder permanent verstaat men dat de onderbroken dienst de gewone arbeidsregeling van de werknemer vormt en dat hij niet occasioneel in een dergelijke dienst wordt tewerkgesteld;

- het werk in een arbeidsregime zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 gesloten op 23 maart 1990 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 mei 1990.

Het begrip zwaar beroep kan, na advies van de Nationale Arbeidsraad, bij een in Ministerraad overlegd besluit aangepast worden."

Art. 4. Dit besluit is toepasselijk op alle eerste aanvragen of verlengingsaanvragen voor onderbrekingsuitkeringen die ingaan na 31 december 2011.

In afwijking van het vorige lid, blijven de bepalingen toepasselijk vóór de inwerkingtreding van onderhavig besluit, van toepassing :

1^o op alle eerste aanvragen of verlengingsaanvragen voor onderbrekingsuitkeringen die vóór 24 december 2011 werden ontvangen bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, voor zover de werkgever vóór 28 november 2011 schriftelijk op de hoogte werd gebracht door de werknemer;

2^o voor de werknemer van minstens 50 jaar, die in toepassing van artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit van 12 december 2011 reeds onderbrekingsuitkeringen genoot in 2011, bij de eerste verlengingsaanvraag na 31 december 2011 in toepassing van dit artikel 6 zoals het gold op 31 december 2011.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2012.

Art. 6. Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 28 december 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Koninklijk besluit van 12 december 2001, *Belgisch Staatsblad* van 18 december 2001.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2011 — 3489 [2011/206455]

**28 DECEMBRE 2011. — Arrêté royal modifiant
le système d'interruption de carrière**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant les dispositions sociales, notamment l'article 103^{quater}, inséré par la loi du 10 août 2001, modifié par la loi du 24 décembre 2002 et la loi du 27 décembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2011 — 3489 [2011/206455]

**28 DECEMBER 2011. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het stelsel van loopbaanonderbreking**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid artikel op 103^{quater}, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, gewijzigd bij de wet van 24 december 2002 en de wet van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;